

Americans for Democracy



BIRD
BAHRAIN INSTITUTE FOR
RIGHTS & DEMOCRACY



M. Président,

Alsalam Foundation avec Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain et le Bahrain Institute for Rights and Democracy, voudrais attirer le regard du Conseil aux droits des personnes victimes de la traite et aux droits des travailleurs migrants au Bahreïn, au Qatar et en Arabie Saoudite. Ces États Membres, ont échoué leur devoir de protéger les droits de l'homme fondamentaux des personnes migrantes.

Dans ces pays, les travailleurs migrants sont régi par le système *kafala* – un système d'emploi qui prive le travailleur migrant de quitter un employeur abusif. En vertu de la loi, au Qatar et en Arabie Saoudite, les travailleurs migrants sont obligés à obtenir un permis de sortie pour quitter leurs emplois, et donc pour quitter le pays. Au Bahreïn, les travailleurs migrants doivent attendre au moins un an avant de pouvoir changer d'emploi ou quitter un employeur. Par conséquent, les travailleurs domestiques ne peuvent pas quitter

de manière légitime l'emploi de ceux qui leur maltraitent et les ouvriers ne peuvent aussi non plus changer d'emploi quand ils sont obligés à travailler dans des conditions dangereuses.

En 2006 la précédente Rapporteuse Spéciale sur la traite, Mme. Sigma Huda, pendant sa visite au Bahreïn et au Qatar, avait souligné un nombre de recommandations liées à la traite. Cependant les conclusions d'un rapport que nous avons lancé cette semaine, démontre que les recommandations proposées ne sont toujours pas mises en œuvre par les deux pays. Cette conclusion a aussi été confirmée par le Rapporteur Spécial sur les droits de l'homme des migrants pendant sa visite au Qatar l'année dernière. Une visite de suivi est donc nécessaire pour assurer que les travailleurs migrants et les traités reçoivent l'attention fondamentale du Conseil.

À l'occasion de la 26^{ème} Session du Conseil nous demandons que la Rapporteuse Spéciale recentre ses actions sur la question de la traite dans le CCG en demandant officiellement des visites de suivi avec le Bahreïn et le Qatar. Nous demandons aussi sa visite en Arabie Saoudite qui avait déjà été sollicité par le Mandat en 2005 sans résultat.

Merci.